



Dix ans après, faut-il relancer Le Massif avec de nouveaux **fonds publics**? Page A 2

Syrie À la recherche d'une vraie trêve pendant qu'Alep est sous les bombes Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVII N° 96

LE DEVOIR, LE LUNDI 2 MAI 2016

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$

LES TRAVAILLEURS DU MONDE SOULIGNENT LE 1^{ER} MAI



ALAIN JOCARD AGENCE FRANCE-PRESSE

De la Turquie au Québec en passant par la France, la Journée internationale des travailleurs et des travailleuses a été ponctuée de bombes de gaz lacrymogène. Tandis qu'à Paris plusieurs milliers de Français ont dénoncé la récente réforme de la loi sur le travail (notre photo), à Montréal, les syndicats ont rejoint le mouvement pour un salaire minimum à 15\$. Nos textes en pages A 3 et B 3

Les grands investisseurs québécois négligent le risque climatique

Le Québec et le Canada font piètre figure dans un classement mondial

GÉRARD BÉRUBÉ

Les grands investisseurs institutionnels canadiens sont encore peu nombreux à faire des gestes concrets visant à réduire leur exposition au risque climatique. Au total, 40% d'entre eux seraient dans le déni, les derniers de classe se retrouvant au Québec.

L'Asset Owners Disclosure Project (AODP) publie ce lundi son bulletin mondial 2016. Le Canada y reçoit son lot de mauvaises notes. Dans son classement couvrant les 500 plus gros gestionnaires d'actif au monde, l'organisation non gouvernementale attribue le 11^e rang, sur 25, au Canada, qui se retrouve devancé par la Chine dans une liste dominée par la Suède et la Norvège. Chez les assureurs et les gestionnaires de caisses de retraite ou de fonds d'investissement canadiens, la meilleure note va à Teachers, le fonds de pension des enseignants de l'Ontario ne parvenant toutefois à récolter qu'un triple C lui conférant le 64^e rang.

Ce classement accorde un triple A aux investisseurs les plus proactifs devant les changements climatiques et un D à ceux qui traînent en queue de peloton. Or trois grands fonds québécois sortent du radar et récoltent un X pour ne mener aucune action dans l'optique du réchauffement climatique. L'AODP parle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, du Régime de retraite des enseignants du Québec et du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, réservé aux employés de l'État. Ils se retrouvent,

VOIR PAGE A 8 : RISQUE

POINT CHAUD

Agressions sexuelles : aider les enfants à dénoncer

ISABELLE PARÉ

Il y a près de 20 ans, Alexandra Dumont voyait la bulle de son enfance voler en éclats, son innocence réduite en miettes. Un après-midi de ses 10 ans, elle découvrait sur les bancs d'école que ce filtre glauque qui voilait sa vie de fillette avait un nom. Agression sexuelle. C'était donc ça, le vi-

lain fantôme qui pesait de tout son poids sur ses frères épaules depuis l'âge de cinq ans.

Alors que débute le Mois de la prévention des agressions sexuelles, Alexandra Dumont s'inquiète de voir qu'encore les deux tiers des victimes d'agressions sexuelles sont des mineurs et que la plupart ne portent plainte qu'à l'âge adulte. La majorité des mineurs agressés

sexuellement connaissent leur agresseur, mais attendent souvent des années avant de révéler le crime dont ils ont été victimes.

Le spectre de l'affaire Claude Jutra, et plus récemment, les allégations concernant Jacques Languirand, ne sont que la pointe d'un

VOIR PAGE A 8 : AGRSSIONS

AUJOURD'HUI



Médias › Quand une femme prend la parole publiquement, elle s'expose à une réaction menaçante. Une chronique de Stéphane Baillargeon. Page B 8

Société › Les enfants de parents sourds peinent à trouver leur identité. Page A 5



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

L'entourage de Justin Trudeau rappelle l'importance pour le chef libéral de favoriser la participation des jeunes. Ci-dessus, le premier ministre participe à une période de questions à l'Université de New York.

Trudeau veut réconcilier les citoyens avec la politique

HÉLÈNE BUZZETTI
MARIE VASTEL

Correspondantes parlementaires à Ottawa

Dans un peu plus de trois semaines, alors que la plupart des Canadiens profiteront de leur samedi pour lancer la saison d'horticulture, Justin Trudeau s'adressera aux militants du Parti libéral (PLC) réunis au Centre des conférences de Winnipeg et les invitera à faire ce qu'aucune autre formation politique au pays n'a encore fait: ouvrir ses portes à tous. Gratuitement. Le chef exhortera le PLC à abolir ses frais d'adhésion afin que tout citoyen désireux de s'impliquer dans

VOIR PAGE A 8 : TRUDEAU

ACTUALITÉS

Un jeune cycliste gravement blessé

Un cycliste de six ans a été blessé après être entré en collision avec une camionnette à Montréal, dimanche. L'impact est survenu dans l'arrondissement du Sud-Ouest en fin d'avant-midi. Selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), le conducteur de la camionnette, un homme de 44 ans, venait de sortir d'une ruelle lorsque l'enfant à vélo a percuté son véhicule. Le garçon ne portait pas de casque et il a été grièvement blessé. Il a été conduit dans un centre hospitalier, où il repose dans un état critique. Quant au conducteur, il a subi un choc nerveux.

La Presse canadienne

Écrasement d'avion: un homme disparu

Un homme de 45 ans demeure introuvable depuis samedi soir dans la région du Nord-du-Québec à la suite d'un atterrissage raté sur un cours d'eau gelé. Le petit avion à bord duquel le quadragénaire prenait place a sombré dans la rivière Broadback, au sud de la baie James, quand la glace recouvrant ce cours d'eau a cédé sous le poids de l'appareil. Deux des trois occupants de l'avion ont pu regagner la rive et ils s'en sont sortis indemnes. Un hélicoptère de la SQ a été dépêché sur place. Des plongeurs de ce corps policier participeront également aux recherches. L'appareil avait décollé de Senneterre, en Abitibi-Témiscamingue. Les trois hommes se dirigeaient vers un camp de chasse.

La Presse canadienne

Aînés: le SPVM forme ses policiers

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) met en place un nouveau programme pour former ses policiers en vue de lutter contre la maltraitance envers les aînés et il espère partager les résultats de son expérience à d'autres corps policiers au Canada. En date du 5 mai, tous les policiers montréalais de première ligne seront formés afin de déceler les signes de maltraitance à l'égard des aînés, même dans des affaires non criminelles, et d'effectuer le suivi. Le modèle d'intervention a été développé au cours des trois dernières années par le SPVM et la Chaire de recherche sur la maltraitance envers les personnes âgées de l'Université de Sherbrooke, qui a reçu une bourse du gouvernement fédéral pour étudier cette question, en 2013.

La Presse canadienne

Trudeau emballé par le projet de train électrique de Montréal

Le premier ministre Justin Trudeau ne cache pas son enthousiasme pour le projet de train électrique à Montréal et il a affirmé que son gouvernement n'attendait plus que la demande de financement de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui en est le promoteur, pour aller de l'avant. Participant au congrès biennal de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada, samedi à Montréal, M. Trudeau a indiqué sans détour que ce projet correspondait en tous points à ses critères pour les investissements massifs qu'il a promis en infrastructures, notamment parce qu'il s'agit de transport collectif électrique.

La Presse canadienne



SOURCE LE GROUPE MASSIF

Le ministre de l'Économie, Dominique Anglade, a demandé à Investissement Québec de réétudier le projet du Massif dans Charlevoix.

TOURISME

Le projet du Massif en vaut-il le coup ?

Dix ans après le démarrage du dossier, sa relance ne fait pas l'unanimité

Dix ans après le démarrage du projet touristique quatre saisons du Massif dans Charlevoix, le gouvernement du Québec jongle avec l'idée d'investir à nouveau dans l'aventure pour relancer le projet et y attirer le Club Med. Avec plus de 65 millions de dollars de fonds publics déjà consentis, le jeu en vaut-il la chandelle ?

ISABELLE PORTER
à Québec

En décembre dernier, le Club Med et Le Massif avaient cessé de négocier après trois ans de pourparlers, incapables de s'entendre sur le partage du risque financier. Or, la ministre de l'Économie, Dominique Anglade, a récemment demandé à Investissement Québec de réétudier le dossier. Des recommandations devraient arriver sur son bureau sous peu.

Elle répondait à une demande de la députée locale Carole Simard, qui a tenu à réactiver le dossier. «Ce projet-là, c'est 300 emplois directs chez nous, c'est des retombées économiques extrêmement importantes», résume-t-elle en entrevue au *Devoir*. Investissement Québec est par ailleurs déjà concerné par le projet, puisqu'il détient 25 % du capital-actions du groupe depuis 2008.

Avant cela, en 2006, le président du Groupe Le Massif de Charlevoix, Daniel Gauthier, avait convaincu les deux ordres de gouvernement d'investir 65 millions dans le projet (28 millions d'Ottawa, 37 millions de Québec). Lui-même s'engageait à mettre des dizaines de millions sur la table.

À l'époque, il n'était pas question d'un partenariat avec le Club Med. Au contraire. «Notre projet est un lieu ouvert, c'est-à-dire sans clôture, avec accès public presque partout: c'est l'anti-thèse même d'un resort», déclarait M. Gauthier lors d'une allocation devant la Chambre de commerce de Québec en octobre 2005.

Le Groupe Le Massif n'a pas voulu nous accorder d'entrevue ces dernières semaines. Or, si on fouille les archives, on constate que l'ancien patron du

Chronologie d'une longue saga

2002 Daniel Gauthier achète la station Le Massif pour 9,2 millions.

2005 Il présente son projet et s'engage à investir plus de 115 millions à 6 conditions, dont des subventions de 75 millions, l'appui de la communauté et une entente signée avec les employés du Massif.

2006 M. Gauthier obtient des subventions de 65 millions provenant de Québec et d'Ottawa.

Juin 2007 Un incendie détruit la Ferme Filbaie, où devait être construit l'hôtel.

2008 La Société générale de financement (aujourd'hui Investissement Québec) de-

vient actionnaire minoritaire de la station Le Massif.

2010 Le Massif investit 16 millions dans la station de ski.

Octobre 2010 L'hôtel La Ferme est inauguré à Baie-Saint-Paul.

Septembre 2011 Lancement du train touristique.

2013 Compressions à la station de ski.

Mai 2015 Le Massif cède l'hôtel La Ferme au Groupe Germain.

Décembre 2015 Le Club Med et Le Massif cessent de négocier.

Avril 2016 Investissement Québec réétudie le dossier à la demande de la députée Carole Simard.

Cirque du Soleil voulait réinventer le tourisme comme il l'avait fait avec le cirque. Le complexe quatre saisons devait être un modèle en matière de développement durable. On parlait d'hébergements dans les arbres, d'un hôtel discret au pied de la montagne. Puis le projet a commencé à changer.

Rare critique

François Lessard, un résident de Baie-Saint-Paul, est l'un des rares à avoir critiqué ouvertement ce virage. En 2014, il déposait au bureau de la députée Simard une pétition de 140 noms demandant au gouvernement «de commander dès que possible un bilan public objectif et complet» du projet. «Il est de notoriété publique que, plus de six ans après son lancement officiel, ce projet présenté à l'origine comme étant vert et collectif rencontre d'énormes difficultés à atteindre les objectifs visés malgré les importantes subventions consenties», écrivait-il.

Lorsqu'il a su qu'Investissement Québec envisageait de réinvestir, M. Lessard s'en est désolé. «C'est une opération de sauvetage financier qui n'a rien à voir avec le développement, la collectivité et le respect du territoire.»

Il faut dire que les embûches ont été nombreuses. Le rêve de Daniel Gauthier s'appuyait sur trois fondements: la montagne à Petite-Rivière-Saint-François, le train touristique et l'hôtel La Ferme à Baie-Saint-Paul. Le groupe a subi des revers sur les trois fronts.

En 2007, La Ferme a brûlé et il a fallu tout recommencer.

Les leaders locaux croient toujours au projet touristique

Quant au train, il s'est buté aux problèmes persistants d'érosion sur le parcours. Le modèle d'affaires de croisière ferroviaire gastronomique a aussi dû être revu parce qu'il était non rentable. Du côté de la montagne, le groupe a réalisé des compressions importantes en 2013, et la décision de fermer le chalet de la base a alors été très mal reçue.

Plus à perdre qu'à gagner ?

Les leaders locaux, eux, y croient toujours. Selon le patron de Tourisme Charlevoix, Jacques Lévesque, Le Massif a déjà beaucoup contribué à accroître l'achalandage local. «On l'a vu dans le secteur de Baie-Saint-Paul chez les hôteliers. Un hôtelier m'a dit qu'il atteignait des taux d'occupation de 85 % l'hiver.»

En fait, la plupart des intervenants à qui *Le Devoir* a parlé jugent que la région a plus à gagner qu'à perdre. Et ce, même si le processus a été plus long et laborieux que prévu. Au départ, le projet devait se réaliser pour 2013.

«Je pense qu'on a plus d'avantages que d'inconvénients dans ce projet-là», plaide le maire de Baie-Saint-Paul, Jean Fortin, en insistant sur la qualité de l'hôtel et sa salle de spectacle. «Mais c'est sûr que le fait que le développement à Petite-Rivière-Saint-François soit plus lent que prévu, ça fragilise.»

Le développement immobilier à la base de la montagne à Petite-Rivière-Saint-François devait en effet contribuer à financer les équipements pu-

blics découlant du projet. C'est le cas de la desserte locale du train qui est déficitaire et que la Ville contribue à financer.

Or, on n'a presque rien construit au pied de la montagne. En attendant, la valeur des propriétés a explosé aux alentours du Massif avec une hausse moyenne de 84 % depuis 2006. «C'est sûr qu'en surveillant les terrains, les achats et les ventes ont beaucoup ralenti», note le maire de Petite-Rivière-Saint-François, Gérald Maltais.

Il défend le projet et est ravi qu'on cherche à relancer l'entente avec le Club Med. Sa ville a reçu 10,4 millions du gouvernement pour investir dans une usine d'épuration et le prolongement du réseau d'égout et d'aqueduc dans le but d'accueillir le développement immobilier en bas de la montagne et l'arrivée du Club Med. «On devrait commencer les travaux en juin.»

D'autres sont moins enthousiastes. Claude Saint-Charles, un ancien conseiller municipal à Baie-Saint-Paul, craint qu'une aide supplémentaire d'Investissement Québec ne bénéficie qu'aux gros joueurs. «Si c'est pour améliorer la montagne et le ski, je dis oui. Mais si c'est pour l'immobilier, je dis non. Le peuple québécois a assez mis d'argent là-dedans. [...] Le développement économique pour Charlevoix, c'est extrêmement important. Mais pas donner de l'argent à une des 10, 12 compagnies de Gauthier pour qu'il se batte sur les terres de la Couronne des projets immobiliers qui ne vont rapporter qu'à lui.»

Selon l'ancien vice-président du Groupe Le Massif Jean-Michel Perron, le Club Med s'est imposé comme une «bouée» dès l'époque où il est parti, vers 2007. «Construire des liens ferroviaires, des hébergements atypiques, en tourisme ce n'est pas suffisant pour créer une expérience mémorable. Ça prend des activités hors normes, des ambiances», dit-il. «C'était clair que le Club Med allait être la bouée qui allait permettre de rendre unique tout ce projet-là. Par le concept déjà établi et la machine marketing du Club Med.»

Qu'advient-il si le projet avec le Club Med avorte? «C'est sûr que ça créerait à mon avis un problème majeur par rapport à la destination du Massif», réagit M. Perron, qui est aujourd'hui consultant en tourisme. «Au Québec, des investisseurs comme Daniel Gauthier qui sont prêts à mettre des millions de dollars dans le tourisme, on les compte sur les doigts de la main. J'espère que ça va procéder.»

Le maire de Petite-Rivière-Saint-François se dit quant à lui confiant. «On nous a dit que Groupe Le Massif était encore à la table à dessin pour présenter un projet [au bas des pentes], que ça allait bien, que le projet continuait. L'idée, c'est d'avoir une décision claire du Club Med. Et aussitôt que les travaux d'usine de traitement des eaux et d'aqueduc vont être commencés, j'ai l'impression que ça devrait avancer plus rapidement.»

RECENSEMENT

Retour du questionnaire long dès lundi

JORDAN PRESS

à Ottawa

À compter de lundi, Statistique Canada amorcera l'envoi des formulaires de recensement, ce qui marquera le retour du questionnaire long qui avait été remplacé par un sondage facultatif, il y a cinq ans.

Statistique Canada affirme que plus de 15 millions de ménages recevront les lettres de recensement sur une période de huit jours, ainsi qu'un rappel les invitant à remplir le questionnaire à la main ou bien en ligne, ce qu'ont fait la moitié des Canadiens il y a cinq ans.

Chaque ménage recevra un questionnaire court, tandis qu'un sur quatre recevra le questionnaire long.

Jusqu'à maintenant, cette année, environ 1700 Canadiens ont souscrit à un rappel en ligne de Statistique Canada leur rappelant de remplir leur formulaire, ce qui n'exige aucun enregistrement ni de long processus de téléchargement, selon l'agence. Les responsables du recensement ont visité plus de 60 % des communautés des Premières Nations depuis le début du mois d'avril pour les aider à remplir le questionnaire.

Données précieuses

Le recensement offre un portrait statistique de la population une fois tous les cinq ans, en récoltant des informations démographiques sur chaque homme, femme et enfant vivant au pays, ainsi que sur les Canadiens vivant sur les bases militaires ou qui travaillent dans les ambassades.

Pour les budgets provinciaux, les estimations de la population dans le recensement déterminent la somme par habitant que chaque province recevra en transferts du gouvernement fédéral.

Pour les municipalités et les groupes communautaires, les détails démographiques des quartiers aident à la prise de décisions quant aux emplacements potentiels de nouvelles écoles, de routes de transit, des établissements pour personnes âgées et des services d'urgence.

Pour les entreprises, les données du recensement représentent un complément nécessaire aux grandes bases de données.

«Quelques personnes se demandent pourquoi on a besoin du recensement lorsqu'on a les bases de données», a expliqué Jan Kestle, présidente d'Environics Analytics.

«Lorsque vous combinez les données que nous pouvons récolter avec les données du recensement, vous pouvez vraiment avoir une vision plus intégrée de ce que les consommateurs veulent en matière de produits et de services, et c'est aussi vrai pour ce que les citoyens attendent du gouvernement.»

Le recensement est un processus imposant qui coûte environ 715 millions pour la période de sept ans nécessaire pour préparer, récolter, analyser et distribuer les résultats. Le coût final n'est pas connu jusqu'à deux ans après la période du recensement.

Décision controversée

L'ancien gouvernement conservateur avait remplacé le questionnaire long par un sondage facultatif, il y a cinq ans, dans une décision qui en avait surpris plusieurs et qui avait soulevé un tollé politique quant à la valeur des données récoltées par Statistique Canada dans les recensements de population réguliers. Ainsi, les résultats de 2011 ne permettent pas les comparaisons avec les années précédentes.

Dans l'une de ses premières décisions à son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Justin Trudeau a ramené le questionnaire long obligatoire.

M^{me} Kestle croit qu'il restera des failles dans les données récoltées il y a cinq ans, mais affirme que le retour du questionnaire long permettra de combler plusieurs lacunes créées par l'absence du formulaire long en 2011.

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Résultats des tirages du : 2016-04-30

LOTTO 649: 01 07 18 48 compl. 28 30 34

Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 19699022-01

Extra: 4874572

Résultats des tirages du : 2016-04-29

LOTTO MAX: 11 21 22 24 26 36 43 compl. 10

Prochain gros lot (approx.): 50 000 000 \$ + 2 MILLIONS 2 lots de 1 million \$ (approx.) 3039205

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ACTUALITÉS

Affaire classée

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Nous sommes à la veille d'entrer dans l'autre vie, celle de l'été, là où le temps dure plus longtemps, comme le chantait Nino Ferrer.

Tandis que la lumière s'affaire encore à grignoter la nuit nous arrive une première histoire de saison: 184 ruches ont été volées la semaine dernière à Saint-Valère. Un délit à classer dans la catégorie des vols sucrés, au même titre que la disparition de 9571 barils de sirop d'érable il y a quelques années.

L'homme pille ce que ses semblables distillent. La grande architecte qu'est l'abeille comprend pour sa part qu'une cellule individuelle où elle accumule son miel n'a de sens que pour goûter à un bien commun. L'abeille sait d'instinct que ce qui n'est pas utile à l'essaim ne l'est pas en définitive pour elle. Le larcin n'est pas pour elle.

Il est intéressant d'entendre ce que dit Francis Labonté à la suite de ce vol étonnant. Le petit-fils de cette lignée d'apiculteurs est furieux de s'être fait voler 5,5 millions d'abeilles. Mais la valeur du miel apparaît le troubler moins que la disparition des insectes.

Pendant plus d'un siècle, il était possible d'acheter un nucléus chez F. W. Jones. Une reine et quelques abeilles vous étaient livrées par la poste afin que vous puissiez fonder une ruche. Mais une reine ne fait pas seule un royaume. Comme le souligne Francis Labonté, «des abeilles, ça ne s'achète pas». Certaines choses n'ont pas de prix.

La famille Labonté produit du miel depuis 1937. Elle possède environ 120 millions d'abeilles. Il leur a fallu 80 ans pour développer 4000 ruches qui composent leur miel. La préservation de ce passé contre les maladies du présent constitue leur avenir.

À nous tous qui sommes de petites abeilles laborieuses, voilà exactement ce que les notaires répètent à l'heure de signer un testament: votre patrimoine constitue les bases de votre descendance.

Pourtant, sur la place publique, l'importance d'un patrimoine commun apparaît balayée du revers de la main. Il faut entendre ces jours-ci les élus municipaux et nationaux s'exprimer à ce propos: les uns et les autres se renvoient la balle tandis que les maisons anciennes, les églises et les bâtiments industriels tombent comme des mouches. L'État et ses créatures municipales trouvent au mieux à rappeler l'existence du passé par des greffes inopportunes de fragments de bâtiments anciens à de nouveaux ensembles privés d'âme. Au nouveau CHUM on accole le clocher d'une église rasée pour se donner bonne conscience. À Québec, on fait de même au milieu d'un parc de condominiums pour suggérer la mémoire de l'église des Plouffes de Roger Lemelin.

La démolition va bon train. À Cowansville, rapporte le quotidien *La Voix de l'Est*, la municipalité ne publie pas d'avis public de démolition. C'est ainsi qu'à proximité du lac Davignon un entrepreneur a pu raser sans attendre la maison Robinson. Devant de pareils entrepreneurs, le maire, Arthur Fauteux, parle la même langue que bien d'autres élus. Il dit: «Ils sont chez eux, ils font ce qu'ils veulent.» Ils font ce qu'ils veulent, faut-il le préciser, parce que la Ville les laisse faire, allant même jusqu'à s'empresser de modifier le zonage selon leurs désirs.

«Le patrimoine est une compétence provinciale», affirme quant à lui Denis Lavoie, le maire de Chambly, quand vient le temps de détruire la maison Boileau. À la question précise de savoir ce qu'elle comptait faire pour sauver cette maison où se tinrent plusieurs réunions de Patriotes, le ministre de la Culture, Hélène David, multiplie les pirouettes oratoires pour finir par affirmer sans gêne en Chambre que son gouvernement est exemplaire en matière de patrimoine. Et l'exemple qui lui vient à l'esprit pour le prouver est celui de l'ancienne bibliothèque Saint-Sulpice! Faut-il lui rappeler que son ministère avait mis en vente en catimini ce bâtiment patrimonial exceptionnel par l'entremise des petites annonces?

À propos de la maison du patriote René Boileau, la ministre a dit, lors de l'étude des crédits le 21 avril, qu'il y eut 5000 patriotes et qu'on ne peut en conséquence classer 5000 maisons. «On ne peut pas tout classer.»

La ministre va-t-elle faire croire qu'il existe encore 5000 résidences liées aux patriotes de 1837-1838 et que, par ailleurs, tout cela serait d'égale valeur? Parmi les héros de ces révolutions se trouvait Louis-Hippolyte La Fontaine, personnage majeur pour l'histoire du pays. Sa maison a beau être classée depuis 1988, elle tombe en ruine depuis dans une indifférence gouvernementale totale. Elle ne sera sauvée cette année que parce qu'un chantier immense d'un entrepreneur privé a pris possession des environs pour y construire des tours et que cela le force à s'occuper de ces ruines. Classer un bâtiment en ce pays n'assure d'aucune façon sa place et son maintien dans la vie de sa société.

Quand lors de la même séance d'études, le 21 avril, la députée de Joliette, Véronique Hivon, fait remarquer à la ministre que le patrimoine se voit écorché en bien des cas au Québec, celle-ci dit: «J'ai été embrassée par Phyllis Lambert à plusieurs reprises et par Dinu Bumbaru». D'un simple baiser serait ainsi scellée, à l'entendre, une union sacrée entre elle et ces deux êtres qui symbolisent l'héritage et son architecture! On comprend surtout par là que la ministre appartient à une caste qui aime se faire croire qu'elle est en droit de flotter au-dessus de la réalité. Embrassons-nous tous puisque ses affaires sont si bien classées.

jfn@ledevoir.com

JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

La manifestation anticapitaliste se solde par neuf arrestations

La manifestation annuelle de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs et travailleuses s'est terminée dans un nuage de gaz lacrymogènes et de fumigènes. Après une heure de marche, les manifestants ont lancé des projectiles sur un poste de quartier du Service de police de la Ville de Montréal situé rue Sainte-Catherine Ouest. La réplique policière a pris la forme de tirs de gaz poivre, qui ont eu tôt fait de disperser la foule. Au total, 9 personnes ont été arrêtées et 15 autres ont été interpellées en raison d'infractions à des règlements municipaux. La manifestation visait principalement à attirer l'attention sur le sort des laissés-pour-compte du système capitaliste.

Pleins feux sur la hausse du salaire minimum

La FTQ lance une campagne pour faire passer le taux horaire à 15 \$ d'ici 6 ans

CATHERINE LALONDE

Dimanche, lors de la Journée internationale des travailleurs et travailleuses, au moment même où le salaire minimum était haussé de 0,20 \$ au Québec pour atteindre 10,75 \$ l'heure, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a lancé sa campagne pour demander plutôt 15 \$ l'heure. «Le salaire minimum augmente, mais il augmente bien peu», a déploré le président de la FTQ, Daniel Boyer, lors du point de presse. Il n'est pas possible d'en vivre décemment, encore moins de s'épanouir.

«Les seules banques que ces travailleurs-là sont capables de fréquenter sont les banques alimentaires», a renchéri Serge Cadieux, secrétaire général de la FTQ, rappelant qu'au Canada, en 2015, le seuil de faible revenu était estimé à 13,35 \$ l'heure.

Site Internet, promotion sur les réseaux sociaux, distribution de dépliants, mais surtout lobbying auprès des instances politiques, des employeurs et des groupes de travailleurs non syndiqués seront les outils à moyen terme de cette campagne intitulée «Minimum 15 \$». Le but: chercher à faire passer le salaire minimum à 14,95 \$ d'ici six ans.

Une ambition qui semble partagée. Au parc Jeanne-Mance, à l'arrivée, de la traditionnelle marche qui rassemble syndicats et organismes communautaires, tranquillisée dimanche par le crachin qui tombait sur Montréal, Dominique Daigneault, de la Coalition montréalaise du 1^{er} mai, a souligné le nouveau «consensus au travers des organisations syndicales et des groupes sociaux pour travailler à la hausse du salaire minimum». Sa co-porte-parole Mélanie Gauvin, du Front de défense des non-syndiqués, a rappelé à son tour que «90% des gens qui travaillent au salaire minimum sont non-syndiqués».

Accueil favorable

Questionné sur l'acceptabilité sociale d'une hausse à 15 \$ l'heure, Serge Cadieux de la FTQ a répondu que tout le monde s'entend sur le diagnostic: «10,75 \$ l'heure, ce n'est pas viable, ce n'est pas assez. C'est sur les moyens qu'on ne s'entend pas nécessairement», certains prônant davantage des mesures fiscales qu'une augmentation. Le syndicat rencontrait vendredi dernier la ministre res-

Pourquoi 15 \$ l'heure?

C'est en s'appuyant, entre autres données, sur le calcul de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, qui estime que le salaire viable en 2016 pour une personne seule est de 15,42 \$ l'heure au Québec et 15,78 \$ l'heure à Montréal, que la FTQ a statué sur ce montant.

ponsable du Travail, Dominique Vien, ainsi que le premier ministre Philippe Couillard. «On en a parlé, on a eu un accueil assez positif de la part du premier ministre», a indiqué Daniel Boyer.

«C'est non»

La position de la ministre du Travail est toujours la même, a redit au *Devoir* son responsable des relations de presse, Florent Tanlet. «Le salaire minimum est une question d'équilibre entre l'incitation au travail et la capacité de payer des entreprises. Lors de la rencontre vendredi, M^{me} Vien a dit que, s'il y a lieu de prendre en compte de nouveaux paramètres sur la fixation du salaire minimum, ce sera fait. Mais hausser le salaire minimum à 15 \$ l'heure d'ici la fin de la présente législature [soit dans un peu plus de deux ans], c'est non, pas question», a clarifié M. Tanlet, rappelant que le sujet a mis à mal la convergence souverainiste il y a quelques jours, lorsque le Parti québécois a refusé d'appuyer une motion de Québec solidaire (QS) pour passer le plus rapidement possible à 15 \$ l'heure.

«Au Québec, on a toujours situé le salaire minimum entre 45 % et 50 % du salaire moyen. Maintenant, on est à 47%. On va se pencher sur la question», a conclu le relationniste.

Attrapé à la Marche du 1^{er} mai, Amir Khadir, député de Mercier sous la bannière de Québec solidaire, s'est montré favorable à l'initiative de la FTQ. «Je serais ravi d'entendre demain d'autres organisations nationales s'y joindre rapidement. Pour une fois qu'on passe à l'attaque, que le mouvement social et syndical fait des demandes au lieu d'être sur le mode défense des acquis passés!»

L'horizon de six ans proposé lui semble-t-il trop lointain? «Dans le paradigme social et éco-

nomique que nous connaissons, avant que le bon sens ne s'impose aux insensés de ce monde, ça prend du temps. Je pense que le salaire minimum doit être augmenté le plus rapidement possible.»

Pour la FTQ, le salaire minimum actuel ne permet pas une réelle amélioration du pouvoir d'achat des bas salariés. La hausse de 0,20 \$ octroyée dimanche équivaut concrètement à 8 \$ de plus par semaine pour le travailleur à temps plein au salaire minimum, a illustré M. Boyer. Le syndicat se désole que son pouvoir d'achat n'ait augmenté que de 16% de 2001 à 2013, se posant comme la deuxième augmentation la plus faible au Canada, après la Colombie-Britannique. «Il serait normal qu'une famille puisse aller au cinéma ou au restaurant une fois par mois», estime de son côté Serge Cadieux.

La campagne de la FTQ vise surtout à lancer le débat. Mais aussi à déboulonner des idées reçues, particulièrement sur le portrait-robot des travailleurs du salaire minimum. Loin d'être seulement des étudiants, 50% de ceux qui occupent ces emplois faiblement rémunérés ont 25 ans et plus; la majorité d'entre eux ne sont plus aux études. Plus précisément encore? Mis ensemble, les travailleurs au salaire minimum et les bas salariés (10% au-dessus du salaire minimum) au Québec sont surtout des femmes, de 15 à 24 ans, faiblement diplômées, qui travaillent dans de petites entreprises (20 employés ou moins), en commerces de détail, hébergement et restauration. Le quart de la population du Québec, selon la FTQ, gagnerait moins de 15 \$ l'heure actuellement.

La FTQ a donné l'entreprise Costco en exemple, et sa politique de marge de profit basse, qui lui permet d'offrir comme salaire 25 \$ l'heure à un caissier qui a cumulé cinq ans d'expérience, soit 50 000 \$ par année. «C'est un mythe que de dire que des entreprises vont fermer au Québec si on hausse le salaire minimum», a indiqué M. Cadieux. Daniel Boyer a aussi rappelé l'engagement de l'homme d'affaires Alexandre Taillefer de s'assurer que le salaire des chauffeurs de son nouveau service de taxis électriques Téoxi soit de 15 \$ l'heure pour 40 heures de travail par semaine. M. Taillefer défendait fin mars le salaire minimum à 15 \$ l'heure lors d'une conférence au Sommet annuel du Conseil québécois du commerce de détail.

Le Devoir

Des États américains emboîtent le pas

La Californie a signé début avril une loi permettant de hausser d'ici 2023 le salaire minimum à 15 \$ l'heure. L'État a été suivi par New York et devancé par Seattle dans une quête du mieux-être économique de ses résidents. En parallèle, 21 autres États continuent plutôt de suivre la recommandation fédérale et conservent le taux horaire minimum de 7,25 \$, ou 15 080 \$ par année, instauré en 2009.

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) donnait dimanche ces initiatives en exemple, lors du lancement de sa campagne «Minimum 15 \$» pour hausser le salaire minimum. En Californie, le taux horaire minimum de 10 \$ passera l'an prochain à 10,50 \$. Les entreprises qui comptent plus de 25 employés devront atteindre 15 \$ en 2022, tandis que les petites entreprises bénéficieront d'un an de plus pour ce faire.

Dans la ville de New York, la localisation géographique entre également en ligne de compte, et le changement se fera plus rapidement au centre-ville qu'en banlieue. Les entreprises de 11 employés et plus qui sont en

ville devront atteindre l'objectif en 2019, et les autres en 2020. La banlieue pourra attendre deux ans de plus.

À Seattle, les objectifs sont là aussi accélérés pour les grandes entreprises (501 employés et plus), qui n'auront que d'ici 2017 pour viser 15 \$ l'heure. Le fait que l'employeur contribue à une couverture médicale ou que l'employé gagne également des pourboires entre aussi en ligne de compte.

Le seuil de pauvreté américain en 2015 pour une famille de deux personnes était de 15 930 \$, selon le département de la santé des États-Unis.

Catherine Lalonde

ACTUALITÉS

MONTRÉAL

Sept réfugiés syriens pourront étudier gratuitement

L'Université Concordia et la Fondation des enfants syriens couvriront les dépenses des étudiants

L'Université Concordia accueillera sept réfugiés syriens qui pourront poursuivre gratuitement leurs études supérieures à Montréal.

Cette initiative a été rendue possible grâce à la Fondation des enfants syriens, qui tenait son dîner annuel de collecte de fonds dimanche soir à Laval.

L'organisme sans but lucratif, établi au Canada, a fondé en 2012 une école à la frontière syro-turque pour offrir une éducation gratuite aux enfants qui ont fui la Syrie.

Concordia accueillera des diplômés d'une école située en Turquie

L'école Al-Salam, installée dans la ville de Reyhanli, en Turquie — à moins de deux kilomètres de la frontière syrienne —, accueille gratuitement 2000 élèves âgés de 6 à 20 ans.

À l'ouverture de l'école en octobre 2012, les bénévoles s'attendaient à recevoir 300 enfants. Ce sont finalement 900 élèves qui sont arrivés le premier jour.

« On les a tous acceptés », raconte en entrevue Faisal Alazem, directeur stratégie et relations externes de la Fondation.

Peu à peu, l'école — dont le nom en arabe signifie « école de la paix » — s'est agrandie. Elle offre aujourd'hui une éducation primaire et secondaire complète, en plus de dispenser un soutien psychologique aux enfants qui ont fui la guerre.

Sept récents diplômés de l'école arriveront sous peu à Montréal pour poursuivre leurs études supérieures à l'Université Concordia.

L'institution les exonérera des droits de scolarité, alors

que la Fondation des enfants syriens les aidera à assumer les coûts inhérents à leur installation à Montréal.

Le dîner annuel de collecte de fonds de l'organisme, qui a eu lieu dimanche soir au Centre de congrès Palace de Laval, permettra de financer cette initiative et d'assurer le fonctionnement de l'école en Turquie. La ministre québécoise de l'Immigration, Kathleen Weil, était présente.

Aide du privé

Le budget de la Fondation provient entièrement des dons du privé. La soirée de dimanche a donc eu un côté festif pour souligner cette belle réussite, soutient M. Alazem.

« C'est vraiment, d'un côté, une célébration de ce qu'on a fait collectivement ensemble [...] et, de l'autre côté, une collecte de fonds pour pouvoir continuer ce projet », explique-t-il.

La communauté syrienne assurait presque entièrement le fonctionnement de l'organisme à ses débuts. Le portrait est maintenant complètement différent, alors que des Québécois de toutes origines travaillent bénévolement et financent la Fondation.

« Aujourd'hui, je suis très fier de dire que la majorité des bénévoles de cette fondation ne sont pas syriens. La majorité d'entre eux sont des Québécois qui s'impliquent », raconte M. Alazem. Ce n'est plus un projet de la communauté syrienne, c'est vraiment un projet des Montréalais. »

La Presse canadienne



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Grand ménage du printemps sur le mont Royal

Depuis 25 ans, l'arrivée du printemps rime avec la Corvée du Mont-Royal, une activité de nettoyage qui attire des centaines de Montréalais soucieux de leur montagne. À l'invitation de l'organisme Les amis de la montagne, des citoyens bénévoles ont récupéré dimanche des centaines de sacs de déchets et de matières recyclables. Sur la photo, des bénévoles effectuent un suivi de la croissance et de la survie des arbres plantés par Les amis de la montagne, dont la mission est de protéger et de mettre en valeur le mont Royal depuis 1986.

PHILIPPINES

Le groupe Abou Sayyaf relâche dix otages

L'organisation islamiste détient toujours le Canadien Robert Hall, qui avait été enlevé en même temps que John Ridsdel, son compatriote décapité la semaine dernière

JIM GOMEZ
à Manille

Les militants islamistes d'Abou Sayyaf ont libéré dix marins indonésiens qu'ils avaient kidnappés en mars lors de la première de trois attaques contre des bateaux remorqueurs, ont annoncé les autori-

tés des Philippines, dimanche.

Les otages semblaient en bonne santé lorsqu'ils ont été déposés, dimanche après-midi, devant la maison du gouverneur de la province de Sulu dans la ville de Jolo, a indiqué le chef du service de police local, Junpikar Sitin. Les dix hommes ont été emmenés à une base militaire alors que le gouvernement philippin prenait les arrangements nécessaires pour les renvoyer en Indonésie.

Le maire de Jolo, Hussin Amin, s'est réjoui de cette nouvelle, admettant toutefois ne pas savoir si une rançon avait été versée.

Canadien décapité

Lundi dernier, les combat-

tants d'Abou Sayyaf avaient décapité le Canadien John Ridsdel après que les autorités eurent omis de leur remettre la somme colossale qu'ils réclamaient avant l'échéance établie.

Le groupe Abou Sayyaf est considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis

À la suite de cet assassinat, les troupes philippines ont lancé une offensive contre les militants et le premier ministre canadien, Justin Trudeau, a promis d'aider les Philippines à capturer et traduire en justice les meurtriers de M. Ridsdel.

Plus d'une dizaine d'étran-

gers et de Philippines sont toujours entre les mains d'Abou Sayyaf, dont un autre Canadien, Robert Hall, et un Norvégien enlevés en même temps que John Ridsdel en septembre dernier.

Considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis, le groupe Abou Sayyaf est né du mouvement séparatiste musulman qui existe depuis des décennies dans le sud des Philippines. Il compterait environ 400 membres divisés en quelques factions et est connu pour ses enlèvements, ses attentats à la bombe ainsi que ses exécutions.

Associated Press

Les Amis du Devoir vous invitent à rencontrer les artisans du journal à l'occasion de la

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Invités spéciaux

Brian Myles

Directeur du Devoir

Plaidoyer pour la presse indépendante ; qu'attend l'État pour la soutenir ?



Conférence animée par

Marie-Maude Denis

Animatrice et journaliste à l'émission Enquête



Josée Blanchette

Chroniqueuse au Devoir

L'audace, la meilleure amie de la liberté dans une presse en santé



Remise des prix

LE DEVOIR DE LA PRESSE ÉTUDIANTE

ENTRÉE GRATUITE > MERCREDI 4 MAI 2016 À 19 H

À la Société des arts technologiques, 1201 boulevard Saint-Laurent, métro Saint-Laurent

Les Amis du Devoir

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

N|A|T|I|O|N|A|L
Partenaire sûr. Regard neuf.™

SOCIÉTÉ DES ARTS
TECHNOLOGIQUES

canal
SAVOIR

Culture et Communications
Québec

FONDS
de solidarité FTQ

FONDACTION
CSN
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET L'EMPLOI

SOCIÉTÉ
DÉVELOPPEMENT
ANGUS

Nature sauvage

Au cœur du Québec et de l'Amérique

À lire et à voir dans cette édition

EN VENTE MAINTENANT



GRANDEUR NATURE
La grande séduction

À L'ORÉE DU BOIS

• Québec, terre des plantes rares
• Des araignées saltimbanques

ESPACES SAUVAGES
Les îles de Berthier

À VOL D'OISEAU

Les grands disparus du Québec

ABONNEZ-VOUS !

naturesauvage.ca 514 521-8356 ou 1 800 567-8356, poste 504

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

La sournoiserie

FABIEN DEGLISE

Ce n'est pas parce que ça s'est fait en douce il y a quelques jours qu'il ne faut pas en parler. Le réseau social Facebook a mis à jour son algorithme, une énième fois, et ce, pour mieux influencer à la hausse sur le temps de lecture d'articles et de consultation de vidéos par ses abonnés dans son espace fermé de socialisation.

Dans les couloirs de la compagnie, on a évoqué une simple « correction » de l'algorithme, comme à l'habitude, sans trop se répandre sur la nature réelle des changements apportés, sur les intentions qui les guident et encore moins sur leurs conséquences de cette « correction » sur la discrimination et l'affichage de l'information s'accrochant sur le fil d'actualité des abonnés. Une rhétorique de « l'ajustement technique » qui vient d'ailleurs alimenter le grand mystère des algorithmes, ces formules mathématiques complexes qui, avec leurs chaînes d'actions-réactions, guident désormais une bonne partie de l'organisation du monde, et dont l'internaute en général tout comme les abonnés de Facebook en particulier devraient sérieusement commencer à se préoccuper.

Il est de bon ton, dans les milieux connectés, de laisser les algorithmes aux « matheux », aux « bollés du chiffre » pour mieux se laisser bercer par l'illusion de la mécanique céleste que ces formules éveillent. L'algorithme, c'est ce doit invisible qui orchestre l'affichage des résultats de recherche sur Google, qui structure les suggestions d'achats en ligne sur Amazon, qui fixe le prix apparaissant à l'écran lorsque vous cherchez un billet d'avion — non, tout le monde ne voit pas le même! —, qui décide quel article, quel sujet, quelle photo doit retenir votre attention, plus que les autres, sur un réseau social.

Tiens, c'est un algorithme qui, le 21 avril dernier, a réjoui les foules numériques en leur mettant sous les yeux ce tweet du maire Denis Coderre: « Me semble que l'hôtel de ville en mauve ce soir... Let's Go Crazy », écrivait-il pour souligner le décès du chanteur Prince. Une décision terriblement opportuniste et plutôt absurde qu'un autre algorithme aurait mieux fait de placer sous des regards plus critiques. Le bâtiment a effectivement changé de couleur pour Prince alors qu'il aurait été plus approprié de le faire pour saluer le dernier voyage du grand dramaturge et grand Montréalais Marcel Dubé que le Québec a enterré le lendemain.

Les architectes de l'ombre

Mais revenons à Facebook. La « correction » de son algorithme fait une nouvelle fois apparaître cette évidence: loin d'être cet outil universel de diffusion de l'information, comme ses promoteurs et ses abonnés les plus asservis aiment à le croire, ce réseau social est avant tout un outil de construction de l'information — et de la réalité sociale qui vient avec —, construction dont l'architecture est laissée au mystère d'un algorithme et surtout des mains humaines qui le façonnent, le corrigent, le mettent à jour, toujours à dessein, depuis des bureaux situés à Menlo Park, en Californie.

Vous vous souvenez d'ailleurs de cette expérience menée par Facebook en 2014: en « corrigéant » son algorithme, le géant de la socialisation en ligne avait réussi à manipuler l'état d'esprit de plusieurs de ses abonnés: pour les rendre plus triste ou plus heureux, selon la volonté des chercheurs. Incroyable, non? Une démonstration claire qu'un changement de formule mathématique d'un service en ligne n'a finalement rien d'un geste technique anodin, qu'il n'est pas neutre et qu'il devient dangereux d'en négliger la portée sociale.

Un doute plane

La dernière « mise à jour » laisse d'ailleurs planer un doute sur quelques visées sociales injectées dans l'algorithme par les ingénieurs de Facebook, et ce, quelques jours à peine après que des employés de l'entreprise eurent demandé à leur jeune patron s'ils devaient contribuer à arrêter Donald Trump dans sa progression vers la présidence des États-Unis. Une perspective qui confirme implicitement une certaine capacité technique à pouvoir le faire. Elle doit aussi réjouir les critiques du populiste candidat, en leur faisant toutefois espérer que leurs valeurs, leurs opinions politiques ne se retrouveront pas un jour dans les mauvaises grâces des gardiens de l'algorithme de Facebook.

Dans une vidéo comique qui circulait cette semaine dans les univers numériques, une jeune étudiante dans la vingtaine s'impatiente face à son ex-compagnon, un étudiant de son âge nommé Facebook, et qui, malgré la rupture vient la harceler à la bibliothèque, se montre sournois et insistant. Tout ça est une métaphore qui témoigne de préoccupations dans l'air du temps d'une université américaine.

À un moment, elle lui dit: « Je croyais que toi et moi, c'était du sérieux, mais finalement tu étais avec moi juste pour me vendre des choses, de manière totalement intéressée, et en jouant avec mon esprit pour mieux le faire. »

Dit autrement: elle avait compris la mécanique de son algorithme et toute la relation en devenait finalement moins acceptable.

chroniquefd@ledevoir.ca
sur Twitter: @FabienDeglise



Une scène tirée du film *La famille Bélière*

FILMS SÉVILLE

Les enfants de parents sourds peinent à trouver leur identité

La crise identitaire vécue par plusieurs enfants de parents sourds a inspiré le fameux film à succès *La famille Bélière*. Cette réalité n'existe cependant pas qu'au grand écran, comme en témoignent des enfants élevés entre la langue des signes (LSQ) et le français.

MARIE-HÉLÈNE VERVILLE

À t'élèver, le ton de l'éducatrice de la garderie est lapidaire. « Ce bébé, il est tout le temps en train de frapper les autres. Ses parents ne savent pas l'élever! »

« C'est un trait culturel. Dans sa famille, on attire l'attention en touchant l'épaule de l'autre. L'enfant souhaite simplement communiquer avec les petits amis. Expliquez-lui la marche à suivre, il va comprendre comment ça marche avec les entendants », lui répond Mélanie Dumaine. Des appels du genre, elle en reçoit régulièrement.

Mélanie Dumaine est coordonnatrice du programme Sourds de l'Institut Raymond-Dewar à Montréal, l'un des deux seuls centres de réadaptation pour enfants entendants de parents sourds au Québec. Une partie de son travail consiste à débrouiller les malentendus qui surviennent parfois lorsque le jeune enfant de parents sourds fait son entrée à la garderie ou à la maternelle. « Le petit peut ne pas être habitué à répondre à une consigne donnée verbalement, même s'il la comprend. Il faut savoir qu'il grandit dans une maison où le contact visuel est primordial. Ça peut dégénérer rapidement. Il arrive que le professeur nous appelle en disant que l'enfant a un trouble de l'attention, explique-t-elle. Dans la majorité des cas, notre intervention règle le problème. »

Les quelques milliers de personnes de la communauté sourde du Québec s'expriment surtout en langue des signes québécoise (LSQ). C'est une langue à part entière, avec sa propre poésie, son théâtre et son humour. La

plupart du temps, c'est la langue maternelle de leurs enfants, dont la majorité entendent. « En grandissant, certains d'entre nous se sentent plus près de la culture sourde, d'autres se situent davantage du côté des entendants. C'est un continuum, on peut changer de place à différents moments de notre vie. De plus, je crois vraiment à l'existence d'une identité qui est propre à nous, les enfants entendants de parents sourds », explique Isabelle Guay, fondatrice du tout jeune organisme CODA Québec. Elle est également psychologue à l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, centre spécialisé pour la communauté sourde, aujourd'hui fusionné au CIUSSS de la Capitale-Nationale.

CODA est l'acronyme anglais de *Children of Deaf Adults*, enfants dont l'identité multiculturelle est connue aux États-Unis, où il existe une panoplie de services pour eux. Ici, le mouvement reste embryonnaire, constate Marguerite Blais, ex-ministre sous le gouvernement Charest et coauteure d'un des rares documents de recherche sur les CODA du Québec. « Les CODA viennent de la communauté sourde. Ils sont victimes de l'ignorance qu'on a au Québec de la LSQ et de la réalité des sourds. S'ils étaient mieux reconnus, on comprendrait mieux les problématiques vécues par ces enfants », affirme le CODA Frédéric Trudeau, aujourd'hui interprète LSQ/français et enseignant au cégep du Vieux-Montréal. Au Canada, seul l'Ontario a inclus la LSQ et l'American Sign Language dans sa loi.

Interprètes de leurs parents sourds

« À la banque, au restaurant, au téléphone... Dès qu'on a commencé à bien s'exprimer en français ma sœur et moi, on a été les intermédiaires pour nos parents », se souvient la CODA Lise Richard, aujourd'hui interprète LSQ/français. Le CODA devient bilingue dans les premières années de sa vie. Il est tout désigné pour faire le lien entre les deux mondes, un fardeau lourd à porter. « Le rôle d'aïdant naturel est dévolu à un

des enfants de la fratrie, souvent la première fille du couple », explique Isabelle Guay. « Les parents doivent se montrer avisés. Ce n'est pas parce que l'enfant a la capacité d'entendre qu'il entend tout, et qu'il peut tout comprendre. »

Au cours des 25 dernières années, les services d'interprétation LSQ-français se sont grandement développés au Québec. Les services publics doivent être accessibles aux personnes handicapées, mais la directive n'est pas appliquée partout. « Lorsque le CODA a des difficultés scolaires, il arrive que l'école refuse de mettre en place une communication efficace avec les parents. Elle demande même à l'enfant de jouer à l'interprète », affirme Mélanie Dumaine. « J'apprends même à des directeurs d'école la façon de se faire rembourser les frais d'interprétation par leur propre commission scolaire. » Et pour aller à la banque ou négocier un service de téléphonie, le sourd doit payer l'interprète de sa poche dans certaines régions, se désole Lise Richard.

Pour beaucoup de familles, l'adolescence est un moment délicat. Le CODA a plus de responsabilités, dans un contexte où il souhaite se détacher de sa famille pour construire sa propre identité. « C'est une étape normale de développement, mais elle peut être mal vécue par le parent, qui se croit rejeté », explique Isabelle Guay. « De plus, pour les adolescents et jeunes adultes dont le rôle d'aïdant est trop lourd à porter, il arrive qu'il y ait rupture douloureuse de la relation. » Heureusement, il existe surtout de belles histoires. À tel point qu'il est commun de rencontrer des CODA qui, devenus adultes, travaillent comme professionnels dans la communauté sourde. Lise Richard, qui se décrit comme une ancienne adolescente rebelle, explique: « Mon vécu m'a amenée vers mon métier, que je trouve très enrichissant. J'ai décroché plus jeune, mais je suis retournée à l'école et je suis devenue interprète. »

Planète F

Bilinguisme et préjugés

Parfois étiquetés à tort comme de mauvais locuteurs dans les écoles ordinaires, les enfants de parents sourds peinent à obtenir les ressources pour l'acquisition du français.

MARIE-HÉLÈNE VERVILLE

Contrairement à l'idée reçue, l'acquisition du français se passe bien pour la plupart des CODA, explique Isabelle Guay, coauteure d'une étude sur le parcours de vie de jeunes adultes CODA. À l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec (IRDPQ) ou à l'Institut Raymond-Dewar, les parents sourds peuvent demander une aide pour l'enfant entendant lorsqu'ils soupçonnent la présence d'un retard possible en LSQ ou en français. L'évaluation et le suivi en orthophonie tiendront compte du bilinguisme de l'enfant. Dans le milieu scolaire, il y a un risque qu'il soit vu comme étant un enfant sous-stimulé, selon Mélanie Dumaine et Isabelle Guay. Rien n'est plus faux, il faut simplement lui laisser le temps d'acquiescer la seconde langue, affirment-elles.

Même certains professionnels peu familiers avec la problématique y perdent leur latin. Chaque année, l'Institut Raymond-Dewar accueille des jeunes à la prononciation française machée, imitant celle d'un sourd, et qui enten-

dent parfaitement. Mélanie Dumaine explique: « Cela arrive lorsque des parents se font dire par certains audiologistes qu'ils devaient lui parler français pour stimuler cet apprentissage. Ce n'est pas une bonne idée! Nous disons aux parents qu'ils sont les experts en LSQ pour leur enfant. De son côté, le milieu de garde, ou un autre milieu entendant significatif pour l'enfant, est l'expert en français. » De plus, des parents sourds peinent à trouver une garderie pour l'enfant entendant, car leur condition en rebute plus d'un. Là encore, les gens de l'Institut Raymond-Dewar et de l'IRDPQ font office d'entremetteurs.

Les CODA ne sont pas une clientèle prioritaire dans le réseau public. Ils reçoivent des services dans la mesure où l'on offre une aide au parent sourd, considéré comme l'utilisateur principal. Au CPE Lafontaine, qui possède une forte expertise en LSQ, il n'y a pas de places réservées pour eux. « Plusieurs parents frappent à ma porte. Malheureusement, le ministère de la Famille ne reconnaît pas que ces familles ont des besoins particuliers », explique Marie-Claude Gagnon, directrice adjointe au CPE Lafontaine. « Lorsqu'ils commencent leur apprentissage du français, plusieurs CODA utilisent encore la grammaire propre à la LSQ. Ils ont avantage à être encadrés par une éducatrice qui comprend aussi leur langue maternelle. »

Selon Marguerite Blais, ce n'est pas demain

qu'on cessera de douter des compétences des parents sourds au Québec. Notre société a du chemin à faire avant que cesse la discrimination envers eux, se désolent-elles. « Pendant les huit ans de ma vie politique active, je me suis battue pour que la période de questions et de réponses orales à l'Assemblée nationale soit traduite en LSQ, sans succès. Lorsqu'on refuse même de traduire la période de questions sous prétexte que ça va coûter cher et que le médaillon va enlever de la place aux députés à l'écran... Les préjugés ne s'effacent pas si facilement. »

Une communauté difficile à dénombrer

Combien y a-t-il de locuteurs de la LSQ et de l'ASL? Les chiffres varient, Statistique Canada estime ce nombre à 35 370 personnes au pays pour les deux langues. On compterait entre 5000 et 6000 locuteurs de la LSQ, mais ces données ne font pas l'unanimité. Le problème, c'est que la LSQ et l'ASL ne sont pas reconnues, donc elles ne font pas partie des choix de langues inscrites dans le recensement de Statistique Canada. En outre, les gens devenus sourds à l'âge mûr ne se réfèrent pas à la communauté sourde. Certains malentendants font partie de la communauté, tandis que d'autres ne connaissent pas de langue signée.

Planète F

ÉDITORIAL

EL NIÑO

Coup de chaleur

Aggravé par le réchauffement climatique, le phénomène météorologique El Niño risque d'être l'un des plus puissants des soixante dernières années. À la clé: inondations et sécheresses d'envergure catastrophique. Et, donc, des centaines de millions de vies humaines menacées, pour parler par euphémisme, d'«insécurité alimentaire» — en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique centrale.

L'

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé un cri d'alarme la semaine dernière. Un autre. Mais qui l'entendra, vu le vide — le désert — de volonté politique? Si le problème dont les impacts se font déjà sentir est pour ainsi dire planétaire, la FAO relevait que l'Afrique australe et l'Éthiopie étaient, dans l'immédiat, particulièrement à risque de perdre des récoltes à grande échelle.

Le cas de l'Éthiopie donne toute la mesure du défi que pose l'impact conjugué d'El Niño et des changements climatiques auxquels la communauté des nations tarde à s'attaquer de manière décisive et cohérente en dépit de l'urgence. Voici ce que se produit dans ce pays de la Corne de l'Afrique une sécheresse aussi sévère que celle survenue en 1984-1985 et qui avait fait

400 000 victimes. Plus de dix millions de personnes y souffrent actuellement de famine. Situation d'autant plus préoccupante, souligne l'organisation onusienne, que le gouvernement éthiopien «s'est fortement mobilisé ces dernières années et a réalisé d'importants efforts pour développer l'accès à l'eau potable, investir dans les infrastructures et accroître l'assistance aux ménages vulnérables».

GUY
TAILLEFER

Comment, en conséquence, ne pas désespérer de la situation non moins grave qui se déroule en Inde, où l'indifférence des gouvernements aux enjeux de «gestion de l'eau» est abyssale? Les deux dernières moussons y ont été fort mauvaises. Avec le résultat, rapportent les dépêches, qu'à la veille d'une nouvelle saison des pluies, dont le pays demeure extrêmement dépendant pour son agriculture, 330 millions d'Indiens (le quart des habitants) sont à l'heure actuelle affectés par la sécheresse, surtout dans le monde — oublié — de la petite agriculture, dont une majorité de la population dépend pour sa survie quotidienne. Les impacts socio-économiques sont pluriels: incapable de s'approvisionner suffisamment en eau, une centrale qui produit le quart de l'électricité consommée en Inde a dû cesser ses opérations pendant dix jours.

La crise n'est pas qu'agricole. L'urbanisation accélérée des pays en développement n'arrange rien. São Paulo, la plus grande ville du Brésil, traverse sa pire pénurie d'eau depuis les années 1930. Une crise urbaine qu'elle n'est pas seule à vivre, par ailleurs. Le quart des plus grandes villes du monde ont des problèmes sérieux d'approvisionnement en eau potable. Une grande partie de la solution passe, mais pas seulement, par la construction d'usines de traitement des eaux usées et de rénovation des réseaux de distribution. Mais trop de gouvernements de pays «pauvres» — et de pays riches, comme on vient de le voir à Flint, au Michigan — ne prennent pas leurs responsabilités au sérieux à cet égard. Et leur inaction fait que la ressource se trouve, lentement mais sûrement, privatisée *de facto* par les embouteilleurs. Cela dit, il sera tout aussi important, martèlent les environnementalistes, que des mesures de conservation soient prises en amont, à l'échelle locale comme internationale: protection des forêts existantes, reforestation, meilleures pratiques de gestion agricole...

En attendant, la planète est en salle d'urgence pour coup de chaleur et les ONG s'affolent: «Cela fait un an et demi qu'on annonce qu'El Niño aura des effets catastrophiques, mais les bailleurs commencent à peine à se mobiliser! Combien de crises faudra-t-il encore...?» Plusieurs autres, apparemment.

RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN

Un déraillement à éviter

C'était trop beau pour être vrai. Après des décennies d'inertie, un projet d'envergure pour dynamiser les transports collectifs voyait enfin le jour.

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) annonçait, le 22 avril, la construction d'un réseau de trains électriques automatisés (24 stations sur 67 kilomètres de Brossard à Sainte-Anne-de-Bellevue). Il s'agit d'un investissement de 5,5 milliards de dollars.

Relier l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau et le centre-ville de Montréal en train? On n'y croyait plus tellement les politiciens ont multiplié les promesses brisées à ce sujet au fil des ans.

Le moment d'émerveillement a vite cédé place à la critique. Que fait la CDPQ dans la planification et l'exploitation des transports collectifs? Pourquoi privilégier le développement dans l'ouest de l'île? Et l'est de Montréal ne mérite-t-il pas, lui aussi, sa part d'investissements? Sans parler des quartiers centraux de Montréal...

A première vue, ces inquiétudes sont légitimes. C'est le rôle des élus de défendre et de faire avancer les intérêts de leurs concitoyens.

Ces réactions offrent cependant un condensé de tout ce qui ne va pas en matière de transports collectifs dans la région de Montréal. Le tiraillement politique entre roitelets locaux a généré tantôt de mauvais projets, tantôt l'absence de projets.

Le plus grand impair de la CDPQ, c'est d'avoir présenté un train à faire rêver là où d'autres sociétés de transport n'offrent rien de mieux que la stagnation ou la décroissance.

La Société de transport de Montréal observe béatement son achalandage régresser. L'Agence métropolitaine de transport a dilué son capital de sympathie dans le train de l'Est, un projet de 730 millions qui profite à 6500 passagers quotidiennement. Depuis le prolongement du métro à Laval, en 2007, ce train nommé scandale, qui roule à 40% de sa capacité jusque dans la lointaine contrée de Mascouche, est le seul projet d'envergure achevé dans la grande région de Montréal. Le seul.

Les gestionnaires de ces sociétés et les politiciens qui tirent les ficelles n'ont qu'eux à blâmer pour l'absence de planification ou, encore pire, le développement à la mode de l'esprit de clocher.

Il ne faut pas attendre le prochain cycle électoral, en 2017 au Québec, pour lancer le chantier de la CDPQ, au risque de le voir torpiller par les velléités politiques.

Il faut mettre ce train sur les rails, et vite, ne serait-ce que pour provoquer un effet d'entraînement.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES

Rédactrice en chef LUCE JULIEN

Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN

Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE

Directeur des finances STÉPHANE ROGER

Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS

Adjoint PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

La santé, terrain de jeu du docteur Barrette

Comme un enfant à qui l'on a offert un nouveau jeu, le ministre Barrette s'est emparé des pièces et personnages pour modeler son nouveau système de santé à la carte. Ainsi, il allait réaliser son grand rêve, soit celui de jouer à une réorganisation complète des soins de santé en manipulant les organisations et les personnes à sa guise, comme des marionnettes de service.

Cependant, comme médecin, on se serait attendu de sa part à des coupes chirurgicales. On assiste plutôt à un découpage à la tronçonneuse qui bouscule les intervenants de la santé, les organismes de surveillance et, au bout du compte, les usagers eux-mêmes. Désirant opérer rapidement, en déstabilisant les organisations et les ressources, le ministre, seul en scène, nous joue son grand jeu d'improvisation teinté de tyrannie méprisante.

Sa dernière lubie est de déplacer des professionnels des CLSC vers les nouvelles cliniques GME. Seulement dans la région de Québec, 38 des 58 travailleurs sociaux subiraient cette délocalisation. Ces ressources à vocations sociale et préventive se verraient muter dans un nouvel environnement curatif sous la direction des médecins, qui, comme on le sait, sont reconnus pour leur grande sensibilité sociale... particulièrement dans le partage équitable de la richesse collective et des revenus.

L'idée fixe de notre grand bâtisseur de proposer un modèle unique sous la supervision des médecins laisse dans la marge des expériences porteuses de solutions, comme la clinique SABS (gérée par des infirmières), qui répond à des besoins particuliers, et ce, à des coûts moindres.

Des cliniques d'infirmières semblables existent d'ailleurs en Ontario et s'intègrent naturellement dans leur réseau de santé. Pourquoi est-ce si compliqué au Québec d'envisager des solutions de santé qui ne soient pas assujetties au contrôle des médecins?

Docteur Barrette, ralentissez la cadence. Vous êtes en train d'épuiser tout le personnel de la santé. Ce n'est pas en rendant le monde malade que vous allez améliorer le système de santé. Le jeu n'en vaut pas la chandelle, surtout si vous la brûlez par les deux bouts.

Marcel Perron
Neuville, le 1^{er} mai 2016

Éthique et culture religieuse: une étude partielle

Le but du volet culture religieuse du programme Éthique et culture religieuse (ECR) au primaire est de décrire simplement les éléments principaux des traditions religieuses présentes au Québec. Il n'a pas pour objectif de faire l'apologie de ces traditions ni de les condamner. À la question posée par un enfant de savoir si l'archange Gabriel existe vraiment, il n'appartient pas à l'enseignant d'affirmer si cela est vrai ou faux, mais il doit rappeler simplement le fait que de nombreux croyants (chrétiens ou musulmans) partagent cette conviction.

L'étude de Nadia El-Mabrouk sur le traitement de l'islam dans les manuels du primaire d'ECR pose de nombreux problèmes. Elle mélange régulièrement des images de manuels approuvés par le ministère de l'Éducation (à la suite d'un rigoureux processus) et celles de cahiers d'exercices qui ne font pas l'objet d'un tel processus d'approbation (ni relativement

à leurs contenus, leurs auteurs ou leurs maisons d'édition).

De plus, le fait de prendre des images décontextualisées sans fournir aucun cadre d'analyse, ni expliciter ses objectifs de recherche ne relève pas d'une démarche rigoureuse et rigoureuse sur le plan scientifique et l'indignation d'une mère, qui se fonde sur des propos rapportés, ne saurait se substituer à une réflexion sérieuse basée sur une analyse objective. Enfin, faire des inférences à partir d'un seul document iconographique constitue une généralisation abusive (sophisme contre lequel le programme ECR met lui-même en garde). Les résultats de cette analyse sont donc parfois outranciers.

Ainsi, conclure que, sur la base d'images tirées des publications consultées, les femmes musulmanes, montrées trop souvent voilées, sont stigmatisées, ou que les enfants sont invités à «faire du profilage ethno-religieux» relève de la fiction! Mais, plus largement, ce qui m'apparaît le plus préoccupant est que, sur des thèmes faisant l'objet de débats de société aussi importants que la laïcité, les religions (l'islam en particulier), la place des femmes dans notre société, ce sont bien souvent des indignations vertueuses qui se substituent à des débats rigoureux, argumentés et contradictoires, des discours idéologiques qui tiennent lieu d'analyses intellectuelles, y compris dans le monde universitaire.

Aussi est-ce l'art de la discussion, le sens des nuances et les exigences de penser la complexité de la réalité qui sont les grands perdants, au profit de la polarisation excessive des opinions et de la moralisation, perte dont on ne peut que se désoler.

Mireille Estivalèzes, professeure agrégée en éducation
Montréal, le 28 avril 2016

LIBRE OPINION

Le parcours de l'énigmatique Yvon Charbonneau

JEAN-CLAUDE TARDIF

Beaumont

Le décès récent de l'ancien président de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) Yvon Charbonneau ramène à l'avant-scène son parcours jugé inexplicable ou énigmatique par certains. Comme je l'ai côtoyé de près durant son passage à la CEQ, notamment à titre d'attaché de presse, je me permets quelques considérations.

À commencer par l'âge qu'il avait en 1970: 30 ans. À cette époque, accéder à la présidence d'une centrale syndicale à 30 ans, c'était invraisemblable. Ses deux pairs de la FTQ et de la CSN auraient pu être son père. Les chances que le parcours et les orientations politiques du sujet changent au cours d'une vie sont énormes. Cela ne ferait pas exception.

En 1972, il croise le fer avec le Parti libéral du Québec (PLQ) et son chef, Robert

Bourassa. Pour avoir obéi aux mandats qu'il avait reçus de refuser de se soumettre à une loi spéciale, il a subi la prison. Il a 32 ans. Cinq ans plus tard, il est battu aux élections à la présidence par ceux-là mêmes qu'il a servis. N'y aurait-il pas là une bonne raison de se remettre en question?

Dès lors, il reprend ses études et choisit la science politique; d'abord la maîtrise puis le doctorat. C'est à une réflexion sur la société, les systèmes politiques et les différentes explications des grandes théories en sciences sociales qu'il s'adonne de façon exemplaire. Je l'ai accompagné dans cette démarche. Il a abouti à plusieurs questionnements et à une remise en question de son engagement.

Retour et départ

En 1982, il revient à la présidence de la CEQ. La négociation avec le Parti québécois est sans issue. L'acharnement de ce

parti contre la CEQ, qui n'aurait pas soutenu avec suffisamment de vigueur le «oui» au précédent référendum, est un enjeu caché, mais palpable. Les lois spéciales se multiplient jusqu'à la loi 111 de triste mémoire et la double réduction de salaire pour chaque journée de grève. Les menaces et les poursuites sont impitoyables. Aucun gouvernement n'avait osé aller jusque-là. Même le PLQ n'est jamais allé aussi loin en 1972. Celui qui préside aux destinées de la CEQ en prend la mesure. Sa formation lui donne des explications. La suite des choses ne sera plus jamais la même.

En 1988, il ne voit pas d'autre issue que de quitter la CEQ. Il a 48 ans. La vie n'est pas finie. Mais quel employeur désire embaucher un président de centrale qui a fait de la prison? Il a brassé le Québec. Il a provoqué le changement. Il en a payé le prix fort. N'avait-il pas le droit de passer à autre chose?

IDÉES

ORPHELINS POLITIQUES

Sortir de l'impasse, ouvrir le dialogue

Le Québec est-il devenu cynique au point de rendre suspecte la moindre initiative politique ?

PAUL SAINT-PIERRE PLAMONDON

Fondateur du mouvement des Orphelins politiques

Le Québec adoptait en 2009 une loi contre les poursuites-bâillons visant à empêcher de grandes entreprises de museler des citoyens ou groupes impliqués dans le débat public. Avant cette loi, la technique de certaines grandes entreprises était simple, mais efficace : assaillir le citoyen d'une poursuite coûteuse et lourde de conséquences avant même que celui-ci ait la chance de s'exprimer devant les tribunaux.

Dans la foulée du pré-lancement du mouvement des Orphelins politiques du 19 avril dernier, nous avons dû composer avec une tactique similaire, celle de la chronique-bâillon. Dans sa chronique « La cire orpheline » (25 avril), Jean-François Nadeau affirmait que notre mouvement était muet quant aux luttes sociales, au nom de l'efficacité, de la bonne gestion, des nécessités de la comptabilité, plaçant d'ailleurs plusieurs de ces expressions entre guillemets, ce qui pouvait laisser croire qu'il s'agissait d'une citation. Or, jamais notre mouvement n'a énoncé ni utilisé ces concepts, qui ne représentent aucunement notre mission. Dans une chronique récente, Joseph Facal demandait : « Quelles idées proposent-ils qu'on ne retrouve pas, plus ou moins, dans les partis actuels ? Aucune », tout en sous-entendant que notre mouvement était porté par l'égoïsme.

Frappes préventives

Ce qui est fascinant, c'est que notre mouvement n'a pas encore eu la chance de s'exprimer. C'est l'application du concept de frappe préventive : faire perdre de la crédibilité à des intervenants en leur imputant des paroles ou des intentions qu'ils n'ont ni dites ni suggérées, de manière à miner leur capacité à participer au débat public. Tout en reconnaissant que le Québec est dans une impasse démocratique, nos critiques s'attaquent farouchement à une initiative visant à proposer des solutions concrètes à cet égard.

Or, l'impasse est bien réelle. Dans la mesure où le Parti québécois se propose de mettre en avant un projet référendaire lors des prochaines élections, il y a fort à parier que le Parti libéral répétera le scénario des dernières élections et sera réélu, qu'il ait été compétent ou non durant son mandat.

Devant cet état des lieux, le PQ nous proposait, il y a un mois, une alliance des forces nationalistes de droite dans une alliance PKP-Le-gault, laquelle semble peu probable en raison de l'antagonisme de leurs approches respectives quant à la question nationale. Il y a quelques jours, le tandem PKP-Hivon nous invitait à une convergence souverainiste. Ce projet a été proposé sans succès à plusieurs reprises au cours des dernières années, et parlerait au mieux à moins de la moitié de la population. Quelques jours plus tard, Martine Ouellet proposait plutôt une convergence progressiste. Malheureusement, l'empressement référendaire éloignera plusieurs progressistes et, PKP ayant incarné l'antithèse du progressisme tout au long de sa carrière, ce plan est également peu crédible. Bien que nous ne doutions pas des convictions environnementales de Mme



Le mouvement des Orphelins politiques a été lancé à Montréal le 19 avril.

MARCO FORTIER LE DEVOIR

Ouellet, peut-elle sincèrement affirmer que ses convictions ont été entendues au PQ, notamment dans le dossier d'Anticosti ?

Or, pendant toutes ces années qui s'écoulent sous l'égide des libéraux, inspirés de plusieurs idées de la CAQ et ses transfuges, le Québec se déconstruit et recule. Les sphères garantes de notre bien-être et de notre prospérité, notamment l'éducation, l'environnement, le respect

Nous croyons qu'un projet de reconstruction du Québec

a plus de chances de rallier les Québécois et de leur redonner confiance que n'importe quel plan de « convergence »

de nos institutions démocratiques et la protection de l'intérêt public, sont laissées pour compte. Depuis plusieurs années, la société civile n'a plus que la rue pour se faire entendre par son gouvernement et l'espoir de voir des progressistes exercer le pouvoir est presque nul à l'heure actuelle.

Reconstruire le Québec

Devant cette impasse, nous fondons un mouvement dont le but est de remettre le progressisme à l'ordre du jour. Nous voulons redonner vie à la social-démocratie, en nous inspirant notamment du modèle scandinave actuel et de l'approche de progressisme constructif qui a caractérisé la Révolution tranquille et le bon gouvernement de Lévesque de 1976. N'en déplaise aux curés du *statu quo*, nous prendrons position à partir de l'automne sur une série de thématiques qui gagneraient à renouer avec le progressisme. Nous croyons qu'un projet de reconstruction du Québec a plus de chances de rallier les Québécois et de leur redonner confiance que les plans de convergence ci-dessus mentionnés. À ce titre, nous voulons réactualiser l'identité québécoise de sorte qu'elle ne soit plus le monopole de ceux qui militent pour la tenue d'un référendum à

court terme. Sur la question nationale, nous croyons qu'une approche démocrate qui remettrait la question entre les mains de la population serait mieux avisée qu'un fondamentalisme fédéraliste ou un empressement référendaire obsessif. Nous voulons travailler sur ces questions au cours de l'été.

Dans l'essai *Les orphelins politiques*, l'un des cosignataires compare le Québec avec la Scandinavie et émet l'hypothèse que les sociétés aux prises avec des problèmes de corruption sont plus statiques et moins ouvertes à l'innovation sociale, car moins confiantes envers la chose publique. Dans un texte récent intitulé « Le Québec ne sait plus dialoguer », Michel Venne affirmait : « Il y a des règles à respecter pour mener à bien un dialogue social. La qualité de l'information, la neutralité du processus, l'accès pour tous aux échanges, le respect des opinions contraires, la mise en place de procédures équitables. Il faut se donner le temps. »

Puisque nous avons créé un mouvement visant à réfléchir à l'impasse actuelle et à apporter un éclairage différent sur les politiques d'austérité du gouvernement actuel, pourquoi ne pas nous laisser le temps de présenter nos idées avant de nous critiquer, ou à tout le moins nous critiquer sur ce que nous avons dit et non sur la base d'inventions ? Le Québec est-il devenu cynique au point de rendre suspecte la moindre initiative politique ? Quoi qu'il en soit, les Orphelins politiques sont déterminés à participer au débat public et à tenter de faire progresser le Québec et tous les gens de bonne volonté sont invités à y participer.

Autres signataires : Jocelyn Caron, Sébastien Boyer, Joëlle Matte, Gilles Ouimet, Jean-François Gingras, Jean-Philippe Tittle, Nathalie Juteau, Anne De Ravinel, Angela Hanna Gouline, Geneviève Dorval-Douville, Karine Peloffy, Alexandre St-Pierre

Le « cartel » contre Sanders

JOHN R. MACARTHUR



Et voilà le cartel médiatico-politique — déjà triomphant en faveur de Hillary Clinton —, pressé de voir s'éteindre les derniers souffles d'opposition venant de Bernie Sanders. Apparemment gênés par la rhétorique anti-establishment et anti-Wall Street du candidat insurgé du Vermont (il critique également les médias « corporatistes »), les grands journalistes et journaux semblent plus offensés que jamais par la détermination de Sanders à tenir tête dans une campagne quasi perdue.

« Hypocrite ! », accusent les bien-pensants, alors que le camp Sanders essaie toujours de faire basculer les superdélégués démocrates — délégués nommés par les barons du parti officiel et non pas choisis par vote — avec l'argument qu'il serait un candidat plus fort que Clinton contre Donald Trump en campagne présidentielle. Bernie, le puriste populaire qui voudrait soulever les petites gens déçus de leur souveraineté par les politiciens des deux partis majeurs, aurait donc trahi son propre engagement à la démocratie directe.

« Qui pensait que Sanders aurait recours au jeu des initiés pour obtenir ce qu'il veut ? », ironise Michael Dobie, éditorialiste de *Newsday*, le quotidien de Long Island. « C'est ce que font les politiciens traditionnels, achetés et vendus comme les Clinton, pas un homme de principe comme Sanders. N'est-ce pas ? »

Plus violent est le chroniqueur du *New York Times*, Charles Blow, normalement à gauche et mieux disposé envers Sanders. Il critique le directeur de campagne Jeff Weaver pour son idée de partir à la chasse aux superdélégués même si, après la primaire de la Californie, le 7 juin prochain, Hillary obtient plus de voix populaires au final et l'appui de plus de délégués élus. Interviewé sur CNN le 24 avril, Blow a repris le thème de Dobie : « C'est incroyable de la part d'un candidat dont la campagne a été menée en tant que campagne anti-establishment : il demande à ce même establishment, qui incarne les superdélégués... de renverser la volonté du peuple. Cela dégrade en quelque sorte la vertu qui fait de Sanders un candidat attirant. »

Le sale travail des Clinton

Mon Dieu. Ces journalistes font le sale travail des Clinton et de leur machine. Hillary a souvent martelé le prétendu manque de compétence et d'engagement de Sanders en tant que « vrai » démocrate. En effet, il siège avec les démocrates au Sénat pour obtenir de meilleurs postes dans les commissions, mais il se présente comme « socialiste indépendant ». Cela est une distinction sans importance, car Sanders est, à tous égards, membre du Parti démocrate — et plutôt du genre frondeur. Il a le droit de faire de son mieux pour gagner.

Mais les Clinton dominent l'aile traditionnelle et clientéliste du Parti démocrate, dont l'ordre du jour est d'atteindre et de retenir le pouvoir en récompensant les copains (comme Wall Street et les grands cabinets d'avocats) et en punissant les ennemis (syndicalistes dissidents et militants pro-Sanders). C'est la règle de fer dans la plupart des partis politiques, et Sanders n'est manifestement pas un adhérent au clientélisme courant des démocrates.

J'avoue que Sanders n'est pas un démocrate de souche. Néanmoins, il a peut-être raté une occasion historique de s'emparer de la citadelle d'un parti censé être le tribun de la classe ouvrière, mais qui s'est vendu il y a longtemps à l'entreprise et à la finance. Lorsqu'il s'est déclaré candidat à la présidentielle en avril dernier, j'imagine que Bernie se voyait faire un beau geste vers la fin de sa carrière.

« Restons poli, s'est-il dit, restons au-dessus de la politique au vitriol. Peut-être que j'influencerai sur le débat en novembre. Je dirai que le système politique est truqué, qu'il empêche la vraie démocratie, mais je n'insulterai pas Mme Clinton ou son époux, malgré leur incarnation du racket organisé contre les gens ordinaires. »

Sanders ne s'attendait pas à la profondeur de la désillusion actuelle en Amérique. Rattrapé par sa popularité soudaine et celle de Trump (avec lequel il partage d'importants points communs), il n'a pas eu la clairvoyance de mener campagne en tant que rebelle contre le Parti démocrate officiel. Là, il aurait été obligé d'afficher son intention de mener un coup d'État contre le couple Clinton et, par ailleurs, contre Barack Obama qui, lui, est appuyé par la machine démocrate de Chicago. Évidemment, les primaires closes, réservées aux démocrates, ont favorisé Hillary, et Sanders n'a pas fait le nécessaire à l'été 2015 pour encourager les indépendants à se « convertir » au parti appartenant aux Clinton. Dans l'État de New York, la date limite pour s'inscrire au Parti démocrate afin de voter dans la primaire d'avril était le 9 octobre, quatre jours avant le premier affrontement télévisé Sanders-Clinton.

Les jeux sont faits. Quel dommage.

John R. MacArthur est éditeur de Harper's Magazine. Sa chronique revient le premier lundi de chaque mois.

VIOLENCE SEXUELLE

La pointe de l'iceberg

MARTINE DELVAUX

Montréal

Au cours des dernières années, avant, pendant et depuis l'affaire Ghomeshi et le grand mouvement populaire international #agressionnondénoncée, plusieurs hommes, connus du public, ont été l'objet de dénonciations concernant des actes de violence sexuelle. D'où vient le besoin de dénoncer, après les faits, parfois bien longtemps après les faits, quand le mal a été fait, que parfois les victimes sont enterrées ou disparues ou que certaines refusent de parler, quand plus rien ne peut changer sauf, bien entendu, la réputation de l'accusé ? À quoi sert de s'avancer, sur la place publique, pour briser le silence et raconter ce qui s'est passé, en courtant le risque de nourrir la haine publique et le fauve médiatique, avec tous les excès que ça entraîne — des commentaires enragés et méprisants de lecteurs de quotidiens aux dérapages misogynes, homophobes, racistes... sur les réseaux sociaux ?

Toujours, l'élan est de remettre en question

les motifs de la personne qui dénonce, et de protéger le mis en cause, de mettre en pièces la personne ou les propos de celle qui parle pour sauver la réputation de la star. Toujours l'élan est de nous protéger nous. Nous qui nous sommes nourris de leur art et qui refusons de devoir nous en priver, de moins dans une certaine mesure, de ne plus pouvoir en jouir comme avant (c'est-à-dire innocemment, sans amertume et sans arrière-pensée), de laisser aller notre plaisir sans qu'il soit troublé et notre admiration sans qu'elle soit entachée, pour accepter de faire descendre les idoles de leurs socles.

Personne n'a jamais rien gagné à vouloir dénoncer des actes de violence sexuelle

Beaucoup à perdre

Nous avons beaucoup à perdre de ce geste-là : accepter de faire tomber les étoiles. Car qui sommes-nous si nous ne pouvons plus compter au moins sur ça, cette valeur-là, ces icônes qui nous servent autant de (faux) modèles que d'anesthésiants, ces individus autour desquels le *statu quo* se fait et nous fait croire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et ce, même maintenant, même dans l'état du monde tel qu'il est en ce moment ?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION : Veronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); INFORMATION GÉNÉRALE : Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Paoline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Retino-Panzelli (reporters); INFORMATION POLITIQUE : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Ottawa), Marco Bégin-Girino et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corrivé (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); INFORMATION CULTURELLE : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Jean-François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); INFORMATION ÉCONOMIQUE : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); INFORMATION INTERNATIONALE : Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); SECTION ART DE VIVRE : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Loïc Hamon (cahiers spéciaux); ÉQUIPE INTERNET : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); CORRECTION : Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; SOUTIEN À LA RÉDACTION : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION : Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ : Mélanie Simard (adjointe par intérim); LAURENCE HÉMOND (secrétaire); PRODUCTION : Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE : Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE : Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock; ADMINISTRATION : Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

ACTUALITÉS

AGRESSIONS

SUITE DE LA PAGE 1

iceberg qui cache honteusement des milliers d'autres affaires demeurées secrètes, éventées trop tardivement, déplore-t-elle.

Après avoir traversé un parcours de combattante pour dévoiler sa condition à sa propre famille, et mener, à l'âge adulte, son agresseur devant les tribunaux, elle persiste à croire que les ressources pour aider les enfants et les adolescents à prendre conscience de leur situation, et à faire les gestes qui s'imposent, manquent cruellement.

« Si c'est difficile pour une personne adulte de passer à travers cela, imaginez ce que ça peut être pour un enfant. Les enfants sont des victimes faciles et très manipulables », explique Alexandra Dumont.

C'est pourquoi, 20 ans après son agression, Alexandra a fondé 1,2,3 Action!, un organisme sans but lucratif dont le but est d'aider les jeunes d'âge scolaire à reconnaître la nature d'une agression sexuelle,

Encore faut-il qu'un enfant puisse comprendre qu'il est victime d'agression

à dévoiler leur situation et à les accompagner dans le dédale des démarches à suivre quand surgit soudain le courage de dénoncer l'auteur de leur malheur. Car d'abord faut-il encore qu'un enfant puisse comprendre qu'il est victime d'agression, lance la fondatrice de 1,2,3 Action!

Le visage de l'agression

Pour Alexandra Dumont, l'agression, c'était la normalité. Cette pieuvre étouffante, c'était la relation vécue avec un oncle de plus de 20 ans son aîné depuis sa tendre enfance. « Ça a été très long avant que je comprenne ce que je vivais était négatif, car je n'ai aucun souvenir que cela ait été autrement. Donc, ça aurait sûrement depuis l'âge de cinq ans. Je me sentais mal, mais je ne comprenais pas pourquoi », raconte-t-elle.

Il aura fallu que deux intervenants fassent un arrêt de 15 minutes dans sa classe en 4^e année pour parler d'agressions sexuelles pour que tout s'éclaire. « Je venais de voir ce que je vivais et de comprendre que ça avait un nom. Ça a ouvert une boîte de Pandore! », dit-elle. Elle décide alors d'en parler à sa famille, mais les portes se sont refermées. A double tour. « A partir de ce moment, il y a beaucoup de peurs qui s'entrechoquent: celle de briser la famille, de perdre ses parents, d'être traitée de menteuse. » Trop, beaucoup trop pour une petite fille de 10 ans.

Alexandra atteindra l'âge de 21 ans avant de découvrir que d'autres membres de sa famille

ont subi les mêmes affres, et de rassembler le courage nécessaire pour porter plainte contre son agresseur à la police. Ce dernier a été accusé de 26 chefs d'accusation en octobre 2009 pour des attouchements sexuels perpétrés entre 1979 et 2005 envers huit victimes âgées de 5 à 14 ans. Il a été condamné à une peine de prison de deux ans moins un jour.

À l'âge adulte, les séquelles s'incrument. Perte d'estime de soi, isolement, anxiété, cauchemars, agressivité: « Des symptômes somatiques peuvent perdurer », dit-elle.

Briser le secret

D'où l'importance de multiplier les ressources pédagogiques et d'accompagnements auprès des jeunes qui vivent des situations d'agressions, estime Alexandra Dumont. Dans ce but, 1, 2, 3 Action! a mis sur pied *Le secret de Charles*, une pièce de théâtre interactive où les élèves amènent les personnages à faire les bons gestes pour sortir de l'impasse qui les tenaient. « Ce n'est pas moralisateur, ni strictement pédagogique. Le but est de faire sauter le 4^e mur pour que les jeunes réagissent à ce qui se passe sous leurs yeux. La plupart des enfants agressés ne sont même pas conscients qu'ils vivent une situation d'agression », dit-elle.

En plus de la pièce, 1, 2, 3 Action! appuie les enseignants qui pourraient avoir à recueillir les confidences d'enfants dans la foulée d'une représentation. « Qu'est-ce qu'un bon secret, un mauvais secret? Il faut que les enfants et leurs profs puissent en discuter », ajoute Alexandra.

Depuis 2013, *Le secret de Charles* a tourné dans cinq écoles de la région de la métropole et d'autres devraient être visitées sous peu grâce à un appui obtenu du Service de police de la Ville de Montréal. Certaines ont choisi d'emblée de présenter la pièce, pour aider des élèves qu'ils savaient déjà en situation d'agression. Dans une autre école, la prestation a permis d'éviter une situation de sévices perpétrée par l'entremise des réseaux sociaux.

« Mais on a encore du mal à entrer dans les écoles. Il y a peu de budgets pour cela et il y a des résistances, parce que c'est un sujet difficile. Pourtant, il est crucial d'outiller les jeunes très tôt », lance la fondatrice de 1, 2, 3 Action!

En cette ère d'hypersexualisation où l'on trouve de tout et souvent du pire sur les réseaux sociaux, « il est primordial de rétablir les cours de sexualité à l'école et de développer des programmes de prévention ciblant les jeunes, notamment pour qu'ils développent une vision saine de leur corps et de la sexualité », croit Alexandra Dumont. Et qu'un jour, la triste visage des statistiques finisse par changer.

Le Devoir

RISQUE

SUITE DE LA PAGE 1

avec 246 autres gestionnaires se voyant également attribuer un X, au bas du classement occupé notamment par les fonds souverains des pays producteurs de pétrole.

Barre plus haute

L'ONG, aujourd'hui indépendante mais créée en 2008 sous l'action du Climate Institute, a haussé la barre cette année en ajoutant la prise de mesures directes et concrètes à sa liste de critères. Son évaluation porte également sur les initiatives visant à réduire les risques associés à la présence d'actif dans le secteur des combustibles fossiles, l'intervention des gestionnaires auprès des compagnies dans lesquelles ils investissent, et leurs parties prenantes, afin d'amenuiser le risque climat sur l'ensemble de la chaîne d'investissement, et la proportion de l'actif à faible teneur en carbone dans leur portefeuille.

Ainsi, « 40% des grands investisseurs canadiens se retrouvent présentement dans le déni à propos des risques associés au changement climatique », explique Julian Poulter, chef de la direction d'AODP. Seulement quatre, revendiquant 368 milliards de dollars d'actif sous gestion, s'en tirent mieux, mais reçoivent à peine une note de double ou de triple C. « Et 11 autres institutions, cumulant un actif sous gestion de 739 milliards, reconnaissent le risque climat mais n'en sont qu'à leur premier pas visant à poser un geste concret, ce qui leur confère une note de D. Cette liste restreinte comprend la Financière Manuvie, la plus

grand détenteur canadien d'actif avec 232 milliards de dollars sous gestion », déplore l'AODP dans son communiqué.



ANDREW VAUGHAN LA PRESSE CANADIENNE

La présence d'actif dans le secteur des combustibles fossiles enlève des points aux compagnies.

Un enjeu dominant

« Les risques associés au changement climatique sont désormais un enjeu dominant pour les investisseurs institutionnels. Or, ils ne sont qu'une poignée à protéger leur portefeuille contre un danger réel de se retrouver avec des actifs échoués », poursuit Julian Poulter. « Plus surprenant, près de la moitié des plus grands institutionnels au monde ne font rien pour atténuer le risque climat », ou pour décarboniser leur portefeuille. Ainsi, 97 des 500 plus

importants gestionnaires de la planète prennent désormais des mesures tangibles afin d'atténuer le risque. Faible consolation, l'année dernière a vu un accroissement sensible du soutien aux résolutions d'actionnaires en faveur d'investissements à faible teneur en carbone, fait ressortir l'ONG.

L'ONG campe le contexte et rappelle cet avertissement lancé en octobre 2015 par Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre et président du Conseil de stabilité financière (CSF). Les pertes financières causées par les changements climatiques risquent d'être « énormes » si rien n'est rapidement entrepris

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

le processus politique puisse le faire.

Les frais d'adhésion au PLC ne sont que de 10\$ par année. Symboliques, diront certains, mais la décision de les abolir est tout aussi « symbolique » pour M. Trudeau, explique-t-on en coulisses. « On veut créer un parti où tout le monde est le bienvenu, un parti politique qui est ouvert à tous, où les membres sont très impliqués et où c'est facile de s'impliquer parce qu'il n'y a pas de "structure" ».

Car à ce congrès bisannuel, le PLC en profitera pour adopter une nouvelle constitution qui remplacera... les 18 qui existent à l'heure actuelle (une pour chacune des ailes provinciales et des commissions thématiques). « C'est très lourd et c'est difficile de garder les gens engagés à cause de cette "structure" ».

Au NPD, les frais d'adhésion varient d'une province à l'autre, mais sont de 10\$ au Québec. Au Parti conservateur, la tendance était plutôt haussière: les frais annuels étaient récemment passés de 15\$ à 25\$ par an avant que la grogne dans les rangs ne force les dirigeants à annuler la décision il y a une semaine. Le contraire, donc, de la tendance au PLC. En 2012, le parti avait créé une nouvelle catégorie de « sympathisants », des gens pouvant participer au choix du chef et proposer des idées au parti sans en devenir membres... et sans payer de frais d'adhésion. M. Trudeau invite son parti à pousser la logique jusqu'au bout.

Renouer avec la base

Car telle est l'ambition du premier ministre, ambition qui se reflète dans sa stratégie de communication: réconcilier la société civile avec sa classe politique en l'amenant à s'y impliquer. Il veut générer un mouvement. « Le mot "mouvement" est juste, explique notre source libérale. Justin veut que les gens s'im-

pliquent et partagent leurs idées. C'est une réflexion amorcée depuis longtemps. »

Ce n'est donc pas un hasard si le premier ministre Justin Trudeau pose souvent comme condition aux médias réclamant une entrevue que celle-ci se déroule dans un quelconque forum public où les citoyens pourraient assister, voire participer à l'échange. Même avant que la campagne électorale ne soit déclenchée, Justin Trudeau participait fréquemment à des « town hall », des événements où il répondait, jusqu'à une heure durant, aux questions non triées des citoyens rassemblés.

Nulle part cette stratégie n'est plus visible qu'avec les jeunes. Depuis son élection, Justin Trudeau multiplie les événements publics en leur présence: cinq jours après son assermentation, il était avec sa conjointe, Sophie Grégoire, à Unis pour l'action, un rassemblement de plus de 15 000 jeunes à Ottawa. Il a pris part à un Google Hangout avec des étudiants sur les changements climatiques et a visité pas moins de six universités. Encore la semaine dernière, à Saskatoon, il a participé à une séance de questions-réponses à l'école secondaire Oskayak offrant un programme d'entrepreneuriat autochtone.

« J'adore répondre aux questions des étudiants pour voir ce que vous avez en tête », a dit M. Trudeau à cette occasion. « Pour moi, écouter est aussi sinon plus important que de parler. [...] C'est comme lorsque j'étais enseignant. Tout le monde pense que les enseignants ne font que parler et fournir des réponses, mais les bons enseignants sont ceux qui écoutent, comprennent et donnent à leurs élèves les moyens de faire des choses. »

John Parisella, ancien conseiller politique de Robert Bourassa et fellow au CERUM de l'Université de Montréal, estime que

cette stratégie est probablement très appropriée. « C'est une bonne stratégie pour humaniser la politique à une époque où il y a beaucoup d'éloignement et de cynisme. Trudeau veut lutter contre ça. [...] Le conseil que je donnerais à tout politicien qui accède au pouvoir, c'est "Ne vous déconnectez pas de la base qui vous a appuyé et de la population en général. C'est ce qui vous garde branché." »

Obama pour modèle

Aller à la rencontre des jeunes a, avant Justin Trudeau, été l'apanage de Barack Obama. Lors de la présidentielle de 2008, son équipe avait justement utilisé les jeunes comme agents mobilisateurs pour relancer le dialogue entre les citoyens et les politiciens.

Jonathan Kopp était associé chez SS + K, l'agence de communication qui s'est chargée du volet jeunesse de la campagne d'Obama. Dans une entrevue accordée en 2010, il a expliqué que les jeunes avaient été invités à s'impliquer par le truchement du site Internet *vote4change.com* qui n'était pas directement lié à la campagne de Barack Obama. Ils ont contribué à bâtir un mouvement plus large. « Je pense que nous avons appris de l'expérience Obama », avait conclu M. Kopp. Il y a une occasion d'accroître cette ouverture. Le peuple américain a été invité à revenir à la table de discussion.

Jennifer O'Malley Dillon, pour sa part, a été directrice de campagne adjointe pour Barack Obama en 2012. En 2014 à Montréal, elle a dit aux militants du PLC qu'il « n'y a rien de plus important que la mobilisation de la base pour gagner. Tout est une question d'individus et de façon de communiquer de personne à personne ». Elle a conseillé Trudeau pendant l'élection avant de se joindre à la campagne de Hillary Clinton.

pour réduire le problème, prévenait-il. « Le poids de la preuve scientifique et la dynamique du système financier suggèrent qu'avec le temps, les changements climatiques menaceront les assises de la finance et la prospérité à long terme. »

Les conséquences financières des changements climatiques doivent prendre au moins trois formes. D'abord, des dommages directs infligés aux infrastructures, aux populations et à l'économie par la recrudescence de catastrophes naturelles. Ensuite l'impact financier, rare pour le moment mais appelé à prendre de l'ampleur, des cas de poursuites contre des entreprises, des gestionnaires de caisses de retraite ou des gouvernements pour ne pas avoir fait le maximum pour protéger leurs employés, investisseurs ou citoyens contre les ravages économiques et humains des changements climatiques. Enfin les coûts liés à l'inévitable transition vers une économie plus verte.

Le CSF s'est ainsi vu confier par les pays du G20 le mandat de travailler sur un système de divulgation volontaire d'informations qui permettrait de comparer le degré d'exposition des entreprises à tous ces risques financiers liés aux changements climatiques. En décembre dernier le milliardaire américain et ancien maire de New York Michael Bloomberg avait accepté de prendre la tête d'un groupe d'experts chargé d'évaluer les risques financiers liés au climat pour les entreprises et investisseurs, sous l'impulsion du CSF. Cette « force de travail » a pour mission de « fournir des informations aux banques, assureurs, investisseurs et actionnaires », disait-on.

Le Devoir

Alexandra Dumont en cinq dates

1985 Naissance.

1995 Dénonciation des agressions sexuelles. Alexandra ne reçoit ni l'aide de sa famille ni celle des policiers pour entamer des démarches.

2006 À 21 ans, elle dépose une plainte contre son agresseur.

2008 L'agresseur d'Alexandra est arrêté, subit son procès et est reconnu coupable en 2009 de 26 chefs d'accusation contre huit victimes d'âge mineur.

2011 Création de l'organisme 1,2,3, Action! avec Marie-France Reboh, qui intervient auprès des jeunes pour prévenir l'abus et accompagner les jeunes victimes d'agressions sexuelles par l'entremise du théâtre.

Rectificatif

Dans le texte « Énergie Est: le tortueux chemin d'un pipeline » signé par Alexandre Shields et publié samedi 30 avril en page B 3, nous écrivions qu'« il est en effet impossible pour le moment d'avoir une idée précise et détaillée des émissions liées à la production des 400 millions de barils de brut qui couleront chaque jour dans le pipeline de TransCanada ». Ce sont plutôt 400 millions de barils par année, et non par jour, qui couleront dans le pipeline. Nos excuses.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com